


République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2025.95 Du 15 décembre 2025						
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-cinq, le 15 décembre, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 9 décembre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Olivier Delaporte, Maire.							
Ville de La Celle Saint-Cloud 	<b>Objet : AVANCES SUR SUBVENTIONS (MJC ET C.P.E.A.) - EXERCICE 2026</b>							
Secrétaire de séance : Blaise VIGNON	<b>LE CONSEIL MUNICIPAL,</b>							
En exercice : 33 Présents : 29 Pouvoirs : 4 Votants : 33	<b>Vu</b> le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.29,							
Pour : 33 Contre : 0 Abstentions : 0	<b>Vu</b> l'avis favorable la Commission des finances – affaires générales – vie économique – commerce du 26 novembre 2025,							
Présents Le Maire Olivier DELAPORTE	<b>Considérant</b> que dans l'attente de l'attribution des subventions votées pour l'année 2023, certaines associations ou établissements peuvent se trouver confrontés à des difficultés de trésorerie,							
Les Maires-adjoints Sylvie d'ESTEVE Pierre SOUDRY Sophie TRINIAC Benoît VIGNES Valérie LABORDE Anne-Sophie MARADEIX Richard LEJEUNE Mohamed KASMI	<b>Considérant</b> qu'à ce titre, il est proposé d'attribuer, à la Maison des Jeunes et la Culture (MJC), conformément à la convention pluriannuelle entre la Ville et la MJC pour la période 2021-2023, une avance sur subvention d'un montant de 58 000 €,							
Les Conseillers Olivier MOUSTACAS Birgit DOMINICI Georges LEFEBURE Bruno-Olivier BAYLE Laurent BOUMENDIL Nathalie PEYRON Pierre QUIGNON-FLEURET Laurent DUFOUR Juliette DECAUDIN Jean-François BARATON Stéphane MICHEL Marie-Pierre DELAIGUE Olivier BLANCHARD Philippe LERIN Jean-François THOMAS Andrée BLOCH Blaise VIGNON Jean-Luc PRIEUR Dominique PAGES Michel AUBOUIN	<b>Considérant</b> qu'il est également proposé d'attribuer, au Comité pour la Promotion de l'Enfance et de l'Adolescence (C.P.E.A.), conformément à la convention pluriannuelle entre la Ville et le C.P.E.A. pour la période 2021-2026, une avance sur subvention d'un montant de 115 000 €,							
Absents excusés : Geneviève SALSAT, Françoise ALBOUY, Vincent POUYET, Carmen OJEDA-COLLET.	<b>APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ</b>							
Absents ayant donné pouvoir :	A l'unanimité des membres présents et représentés.							
	<b>Décide</b> d'attribuer aux associations ou établissements suivants une avance sur subvention, à savoir :							
	<table><tr><th>Etablissements</th><th>Avance 2026</th></tr><tr><td>MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC)</td><td>58 000 €</td></tr><tr><td>COMITE POUR LA PROMOTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (C.P.E.A.)</td><td>115 000 €</td></tr></table>		Etablissements	Avance 2026	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC)	58 000 €	COMITE POUR LA PROMOTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (C.P.E.A.)	115 000 €
Etablissements	Avance 2026							
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC)	58 000 €							
COMITE POUR LA PROMOTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (C.P.E.A.)	115 000 €							
	<b>Dit</b> que les crédits sont prévus au budget de l'exercice concerné.							
	<div><div>Le Maire,  Olivier DELAPORTE</div></div>							
	Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte							
	Accusé de réception en préfecture 078-217801265-20251218-2025-95-DE Date de réception préfecture : 18/12/2025							

<p>Geneviève SALSAT pouvoir à Michel AUBOUIN  Françoise ALBOUY pouvoir à Pierre SOUDRY  Vincent POUYET pouvoir à Sylvie d'ESTEVE  Carmen OJEDA-COLLET pouvoir à Jean-François BRARATON.</p> <p>Absents :</p>	<p><i>Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)</i></li> <li>- <i>ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)</i></li> </ul> <p><i>Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.</i></p>
--	--